



CHAPITRE 66

Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'agriculture

[Sanctionnée le 21 décembre 1979]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

L.R.Q.,
c. M-14,
a. 24,
mod.

1. L'article 24 de la Loi sur le ministère de l'agriculture (L.R.Q., c. M-14) est modifié par l'addition, à la fin, des alinéas suivants:

Révocation
d'une
location.

«À ces fins, le ministre peut, notamment, acquérir tout immeuble détenu en vertu d'un billet de location émis sous l'autorité de la Loi sur les terres de colonisation (L.R.Q., c. T-8), et, à compter de cette acquisition, ce billet de location est révoqué de plein droit et la révocation a le même effet que si elle était faite par le ministre en vertu de la section IV de cette loi. À compter de cette acquisition, un tel immeuble n'est plus soumis à cette loi. Le présent alinéa a effet à compter du 22 décembre 1969.

Soustrac-
tion d'un
lot.

Il peut aussi, par avis, soustraire au régime de la Loi sur les terres de colonisation un lot qui n'est pas sous billet de location ou sous permis d'occupation pour l'assujettir à un programme adopté en vertu de la présente section ou pour l'assujettir à la banque de terres arables constituée en vertu de la section VII. Il peut également, lorsqu'il le juge à propos, soustraire un lot d'un tel programme pour l'assujettir à la banque de terres arables ou soustraire un lot à la banque de terres arables pour l'assujettir à un tel programme.»

L.R.Q.,
c. M-14,
aa. 27-36,
aj.

2. Ladite loi est modifiée par l'addition, à la fin, de la section, de l'intitulé et des articles suivants:

«SECTION VII

«DE LA CONSTITUTION D'UNE BANQUE DE TERRES ARABLES

Banque
de terres
arables.

«**27.** Sans restreindre les pouvoirs accordés au ministre en vertu de la section VI, ce dernier peut constituer une banque de terres arables en vue de disposer de ces terres ou de les louer pour favoriser la relève en agriculture, l'agrandissement ou la consolidation de fermes de type familial et l'exploitation des terres arables non utilisées ou sous-utilisées.

Pouvoirs
du
ministre.

À ces fins, le ministre peut :

1° acquérir tout immeuble aux prix et conditions fixés conformément au règlement;

2° exécuter ou faire exécuter sur un tel immeuble des travaux d'entretien, d'aménagement et de mise en valeur jugés essentiels pour sa rentabilité;

3° louer, vendre ou autrement aliéner à titre onéreux un tel immeuble aux prix, conditions et selon les critères fixés conformément au règlement;

4° conclure des accords avec tout gouvernement ou organisme ainsi qu'avec toute personne, association, société ou corporation.

Aliénation
d'immeu-
ble.

Malgré le deuxième alinéa, le ministre peut, dans les cas prévus au règlement, aliéner en tout ou en partie un immeuble visé audit alinéa à des fins autres que celles énumérées au premier alinéa, aux prix et conditions fixés conformément au règlement.

Appli-
cation.

Le troisième alinéa de l'article 24 s'applique à la présente section.

Adminis-
tration.

«**28.** Le gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, confier l'administration de la présente section à un organisme public qu'il désigne. À cette fin, l'organisme désigné exerce, au nom du ministre, les pouvoirs conférés à ce dernier par les paragraphes 1°, 2° et 3° du deuxième alinéa de l'article 27 et par les troisièmes et quatrième alinéas dudit article.

Emprunts.

L'organisme désigné, malgré toute disposition contraire de la loi en vertu de laquelle il est constitué, peut, aux fins de la présente section et avec l'autorisation préalable du gouvernement, contracter des emprunts par billets, obligations ou autrement, aux termes et conditions que détermine le gouvernement.

«orga-
nisme
public».

Aux fins de la présente section, on entend par «organisme public» un organisme dont le gouvernement ou un ministre nomme la majorité des membres, dont la loi ordonne que le

personnel soit nommé et rémunéré suivant la Loi sur la fonction publique (1978, c. 15), ou dont le capital-actions provient, pour plus de la moitié, du fonds consolidé du revenu.

Biens du
domaine
public.

«**29.** Les biens que l'organisme désigné acquiert ou possède, au nom du ministre, en vertu de la présente section font partie du domaine public, mais l'exécution des obligations que l'organisme contracte à ces fins peut être poursuivie sur ces biens.

Responsa-
bilité.

L'organisme désigné n'engage que lui-même lorsqu'il agit en son propre nom.

Consti-
tution
d'un fonds
de roule-
ment.

«**30.** Le gouvernement peut, aux termes et conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des finances à constituer, en faveur de l'organisme désigné en vertu de l'article 28, un fonds de roulement n'excédant pas deux cent mille dollars pour les déboursés nécessaires à l'administration, la protection et l'entretien de tout immeuble acquis ou possédé par l'organisme désigné, au nom du ministre, en vertu de la présente section, ainsi que pour les déboursés nécessaires à la protection de toute créance résultant d'une vente ou d'une location faite conformément à la présente section.

Sommes
nécessai-
res.

Les sommes nécessaires à la constitution du fonds de roulement sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

Sommes
versées
au fonds de
roulement.

Malgré les dispositions de l'article 33, les sommes perçues à titre de recouvrement de déboursés effectués pour les fins prévues au premier alinéa sont versées au fonds de roulement.

Règle-
mentation.

«**31.** Le gouvernement peut, par règlement, prescrire:

1° les bases générales d'évaluation des immeubles à acquérir ou à aliéner en vertu de la présente section;

2° les critères permettant de fixer le prix d'acquisition ou d'aliénation ou le coût du loyer de tels immeubles ainsi que les critères de sélection des acquéreurs ou des locataires éventuels;

3° les conditions que devront comporter les actes d'acquisition ou d'aliénation et les baux;

4° les documents, rapports et renseignements à produire ou à fournir aux fins de la présente section et le délai dans lequel ils doivent être produits ou fournis;

5° les cas où un immeuble peut être aliéné, en tout ou en partie, conformément au troisième alinéa de l'article 27, ainsi que les critères permettant de fixer le prix d'aliénation d'un tel immeuble.

Avances
versées
à l'orga-
nisme.

«**32.** Le gouvernement peut, pour le laps de temps et aux autres conditions qu'il détermine, autoriser le ministre des finances à avancer à l'organisme désigné en vertu de l'article 28 tout montant jugé nécessaire pour:

1° l'acquisition d'un immeuble visé au paragraphe 1° du deuxième alinéa de l'article 27;

2° l'exécution de travaux d'aménagement et de mise en valeur sur un tel immeuble.

Sommes
nécessai-
res.

Les sommes que le ministre des finances peut être appelé à avancer en vertu du premier alinéa sont prises à même le fonds consolidé du revenu.

Paiement
des
intérêts.

«**33.** Les intérêts, loyers ou redevances perçus dans l'application de la présente section sont affectés en premier lieu au paiement des intérêts dus sur tout emprunt effectué sur les marchés privés, ensuite sur toute avance faite par le ministre des finances en vertu de l'article 32 et, enfin, aux fins prévues dans le deuxième alinéa.

Rembour-
sement
d'emprunt.

Les sommes perçues en principal dans l'application de la présente section sont affectées en premier lieu au remboursement de tout emprunt effectué sur les marchés privés pour les fins de l'article 32, en second lieu à la constitution d'un fonds d'amortissement autorisé par le gouvernement qui en fixe les conditions, ensuite au remboursement de toute avance faite par le ministre des finances en vertu de l'article 32 et enfin au paiement des intérêts selon l'ordre prévu au premier alinéa.

Solde.

Le solde de l'ensemble, s'il en est, est versé au fonds consolidé du revenu.

Déficit.

«**34.** Le ministre des finances est autorisé à combler pour chaque exercice financier, à même le fonds consolidé du revenu, le déficit représentant le résultat net de l'ensemble:

a) de la différence entre les sommes qui sont dues en intérêts sur tout emprunt effectué sur les marchés privés ou avance reçue du ministre des finances pour les fins de l'article 32 et les sommes perçues en revenus d'intérêts, loyers ou redevances conformément au premier alinéa de l'article 33;

b) des sommes requises aux fins de couvrir les pertes nettes au cours de chaque exercice financier résultant des opérations effectuées en vertu de la présente section.

Appro-
bation par
le gouver-
nement.

«**35.** L'organisme désigné en vertu de l'article 28 doit faire approuver, chaque année, par le gouvernement, un plan d'acquisition, d'aménagement, de mise en valeur et de financement relativement aux immeubles visés dans la présente section.

Forme et
teneur du
plan.

Le gouvernement détermine la forme et la teneur de ce plan ainsi que l'époque à laquelle il doit être présenté.

Sommes
requises.

«**36.** Les sommes requises pour l'application de la présente section sont prises, pour l'exercice financier 1979-1980, à même le fonds consolidé du revenu.»

Entrée en
vigueur.

3. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.